

L'impact du ralentissement de la croissance économique sur l'évolution de la défaillance des entreprises Marocaines

The impact of the slowdown in economic growth on the evolution of the failure of Moroccan companies

Mohammed DAAMOUCHE, (Enseignant chercheur)

Laboratoire Business intelligence Gouvernance des organisations, Finance et criminalité financière (BIGOFCE)

*Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ain Chock Casablanca.
Université Hassan II, Casablanca, Maroc*

Houda HEFNAOUI, (Doctorante)

Laboratoire Business intelligence Gouvernance des organisations, Finance et criminalité financière (BIGOFCE)

*Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ain Chock Casablanca.
Université Hassan II, Casablanca, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques, économiques et sociale AinChock. Université HASSAN II Casablanca
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DAAMOUCHE, M., & HEFNAOUI, H. (2023). L'impact du ralentissement de la croissance économique sur l'évolution de la défaillance des entreprises Marocaines. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-2), 433-446. https://doi.org/10.5281/zenodo.10420702
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: September 26, 2023

Accepted: December 20, 2023

L'impact du ralentissement de la croissance économique sur l'évolution de la défaillance des entreprises Marocaines

Résumé :

L'entreprise constitue le pilier de toute économie, la disparition de la firme entraîne des répercussions néfastes au niveau économique et sociale. De ce fait, La défaillance des entreprises suscite l'intérêt de plusieurs chercheurs depuis plusieurs décennies. Accentué par La montée importante de nombre d'entreprises défaillantes dans le monde à la suite de la crise des subprimes en 2008 et la crise sanitaire en 2019 l'importance des données macroéconomique dans l'étude de la défaillance des entreprises est devenue une approche à part entière. Dans ce sens, cette communication a pour objectif de démontrer l'impact de la conjoncture économique plus particulièrement la demande interne sur l'évolution du nombre des entreprises défaillantes au Marocain en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaire. Plusieurs travaux se sont intéressés à l'impact de la croissance économique mesurée par le PIB. Nous souhaitons à travers ce travail contribuer par une estimation de l'impact de chaque composante du PIB sur le l'évolution du nombre d'entreprises défaillantes. Nous avons adopté l'approche de consommation dans le calcul du produit intérieur ; nous avons retenu de la consommation finale des ménages, l'investissement et les dépenses publiques comme variables explicatives. Nous avons réalisé une régression multiple afin de vérifier nos hypothèses et nous avons pu conclure que la consommation finale des ménages et l'investissement ont une relation négative avec le nombre d'entreprises défaillantes, et les dépenses publiques ont une relation positive avec la défaillance des entreprises.

Mot clés : défaillance, croissance économique, économétrie, analyse MCO

Classification JEL : E10, 011

Type de l'article : Etude empirique

Abstract:

The company constitutes the pillar of any economy, the disappearance of the firm has harmful repercussions at the economic and social level. As a result, business failure has attracted the interest of several researchers for several decades. The significant rise in the number of failing companies around the world, accentuated by the subprime crisis in 2008 and the health crisis in 2019, has underlined the importance of macroeconomic data in the study of business failure. In this sense, this communication aims to demonstrate the impact of economic growth and its components on the evolution of the number of failing Moroccan companies using the ordinary least squares method. Indeed, several studies have focused on the impact of economic growth measured by GDP. the evolution of business failure, that is to say in economic times the number of failures of failing companies increases, we wish through this work to estimate the impact of each component of GDP on the evolution of the number of failing businesses we will adopt the consumption approach in the calculation of GDP, that is to say, study the impact of the final consumption of households, investment and public expenditure on our endogenous variable in order to arrive For our purpose we will adopt the square proof method through a linear estimation. We were able to conclude that household final consumption and investment negatively impact the number of failing businesses, and public spending has a positive impact on business failure.

Keywords: Failure, Economic Growth, Econometrics,

Classification JEL: E10, 011

Type of article: Empirical study

1. Introduction

La prévention de la défaillance a depuis les années “30” suscité l'intérêt de plusieurs chercheurs. Fitzpatrick (1932) considéré parmi les premiers chercheurs à avoir étudié la problématique de la défaillance. Au Maroc, la défaillance des PME-PMI est l'une des préoccupations majeures de l'état marocain. Selon l'analyse menée par le cabinet inforsik le Maroc était classé parmi les trois derniers pays en termes de défaillance en 2017. Cette hausse inquiétante agit comme un indicateur de la sensibilité des PME aux fluctuations macroéconomiques du tissu productif du pays. D'autant plus que la crise économique actuelle a accentué l'intérêt porté aux défaillances des entreprises.

Toutefois, on ne peut dissocier l'entreprise de son environnement économique, une croissance positive va bénéficier à l'entreprise et une crise économique aura visiblement un impact sur l'activité de l'entreprise. (Altman, 1983), a utilisé le profit de l'entreprise et le produit national brut pour démontrer la relation négative entre le nombre de défaillances des entreprises et la croissance économique, par ailleurs, la défaillance d'entreprise dépend potentiellement de la conjoncture économique et du taux de croissance annuel du PIB. Cette décélération de la croissance accroît la vulnérabilité des entreprises qui sont généralement confrontées à des besoins en fonds de roulement. En période de ralentissement de la croissance, les entreprises voient leur bénéfice baisser dû à l'effet accumulé de la baisse de la demande des ménages et le resserrement des conditions d'octroi de crédit.

Les causes et les explications de la faillite varient aussi selon les approches adoptées par le chercheur. Cependant, les études qui ont étudié la défaillance sous une approche macroéconomique sont limitées et loin d'être extensives. Encore plus au Maroc, de ce fait, l'objectif de cet article est d'étudier la défaillance des entreprises sous une dimension macroéconomique, nous avons choisi de nous focaliser sur des déterminants réels de la défaillance des entreprises. En répondant, à la problématique suivante : **Dans quelle mesure les composantes de la demande globale influencent-elle l'évolution du nombre des entreprises défaillantes au Maroc ?**

Pour y arriver, nous analyserons l'évolution de la défaillance des entreprises par rapport au comportement du marché domestique à travers une estimation économétrique de l'impact de la demande interne sur la défaillance des entreprises dans un contexte Marocain.

Dans une première partie, nous allons présenter une revue conceptuelle basée sur la théorie de la croissance économique suivie d'une explication du phénomène de la défaillance. Ensuite au niveau de la deuxième partie nous allons présenter la méthodologie ainsi que les étapes de la modélisation basée sur la méthode des moindres carrés. Et finalement, nous allons discuter les résultats obtenus et synthétiser les principales conclusions.

2. Croissance économique et défaillance des entreprises : Revue de littérature et formulation des hypothèses

2.1. Théories mobilisées et définition du concept de la défaillance des entreprises

- **Théories de la croissance économique**

La croissance économique est considérée comme un élément important dans l'étude de la défaillance des entreprises, une conjoncture défavorable met en périls les entreprises les plus vulnérables. Il s'agit de la variable qui a un impact direct sur la défaillance de l'entreprise à travers les ventes et les gains de l'entreprise. Le produit intérieur brut (PIB) qui n'est d'autres que la valeur ajoutée agrégée des entreprises peut être considéré comme une variable de mesure de la situation économique. C'est d'ailleurs la variable la plus utilisée dans les tests empiriques et souvent corrélée négativement à la défaillance des entreprises (Altman, 1983; Blazy and

Combiér, 1997; Tirapat and Nittayagasetwat, 1999; Figlewski, Frydman and Liang, 2012; Ibourek, Aazzab and Ayyad, 2016; Souiri, 2022). Une baisse négative des agrégats économiques aura certainement un impact sur le profit de l'entreprise, les ventes et gain d'une entreprise donnée sont dépendant de la consommation des ménages et au prix des facteurs de production. La loi de l'offre et de la demande schématise le flux entre la consommation, l'investissement et la production globale. La production globale est souvent considérée comme une variable descriptive de la conjoncture économique. Comprendre sa décomposition et les relations entre les agrégats qui la constituent s'avère nécessaire à une bonne compréhension et interprétation de notre analyse.

La demande globale est exprimée par le produit intérieur brut, la fonction du PIB à l'équilibre est exprimée comme suit :

$$Y (PIB) = C + I + G^1$$

À l'équilibre tout ce qui est produit doit trouver acheteur cela suppose que le revenu global national doit être dépensé en totalité donc tout ce qui n'est pas consommé et donc épargné doit être investi.

Donc la production d'une économie qui n'est d'autres que la somme des valeurs ajoutées des entreprises est constituée de la :

Consommation des ménages (CFM) ; la composante dominante de la demande, la consommation des individus dépend d'autre facteur tel que les prix d'achat, le revenu et les anticipations concernant les revenus et les prix futurs,

De l'investissement privé (FBCF) : qui se compose d'investissements immobiliers des ménages ; des variations de stock et d'acquisition et construction de facilités productives ou commerciales des entreprises. Il est à souligner que l'investissement ici désigne l'acquisition de bien physique nouvellement produit et n'inclut pas les placements financiers.

Des dépenses publiques (G) : qui sont égales à la valeur marchande totale des achats publics directs de biens et services, distribuée entre de la consommation en bien et services de l'état (les salaires des fonctionnaires, achat et fourniture...) et de l'investissement (constructions de routes...) ainsi que les subventions destinées aux entreprises publiques et privées. Principalement financées par les recettes fiscales (T) prélevée sur les contribuables. Sans oublier qu'en période de crise l'état agit comme régulateur de la demande pour préserver l'équilibre sur le marché économique.

• Définition de la défaillance des entreprises

La défaillance d'entreprise est un événement du cycle de vie de l'entreprise ; il s'agit d'une phase où l'entreprise souffre d'un dysfonctionnement qui menace sa rentabilité et par conséquent sa survie. La défaillance peut être interprétée comme une régulation du nombre d'entreprises, ceci par la disparition des entreprises dites marginales dont le volume de marchandises vendues ne permet pas de couvrir la totalité des coûts fixes et des coûts variables (Michaux, 1978).

Les explications de la défaillance d'entreprise ont fait sujet de nombreuses études et analyses tant sur le plan théorique qu'empirique.

D'un point de vue financier, une entreprise est en détresse financière quand sa solvabilité est en dégradation continue. Selon (Malécot, 1992)) l'entreprise n'est en difficulté financière que si toute, ou une partie de sa solvabilité est affectée, autrement dit si elle se trouve dans l'incapacité de respecter ses échéances (Blazy, 1996). (Beaver, 1966) définit la défaillance comme étant l'incapacité de la firme à honorer ses obligations financières une fois celle-ci arrive à échéance. La défaillance financière est basée sur l'analyse des ratios financiers. (Liang and Wu, 2005) (Hol, Westgaard and Wijst, 2002) estiment que la défaillance financière est une situation où les

¹ La fonction de la demande globale à l'équilibre

cash flows générés par les entreprises ne suffisent plus à honorer les dettes qui arrivent à échéance.

Dans une approche économique, selon l'INSEE², l'entreprise est une « unité économique, juridiquement autonome dont la fonction principale est de produire des biens ou des services pour le marché ». Le but principal de l'entreprise c'est de produire des biens et services pour les vendre est de réaliser des bénéfices. Dès lors que le bénéfice souhaité n'est pas atteint, c'est qu'il y'a un dysfonctionnement quelque part. En théorie microéconomique la défaillance ou sortie de marché s'opère quand l'entreprise n'arrive plus à maintenir un profit positif ou nul par rapport au prix du marché. Une entreprise est défaillante économiquement quand sa performance économique et financière est inférieure à celle de ses principaux concurrents (Ooghe, Van Wymeersch, 1986). Une entreprise entre dans un processus de défaillance à la suite d'un problème d'alignement à son environnement. Elle n'arrive plus à maintenir une position stratégique viable sur son marché pour différentes raisons. (Crutzen and Caillie, 2008) utilisent le terme processus afin de souligner que la défaillance est le résultat d'une détérioration progressive de l'état de la firme.

Juridiquement la défaillance représente une sanction de la défaillance économique, et fait intervenir le droit de défaillance en vigueur dans le pays concerné, il n'existe pas de loi de faillite optimale pouvant être appliquée universellement (Israel & Berkovitch, 2016). (Blazy, Charlety and Combier, 1993) définissent la Défaillance comme « la situation à partir de laquelle une procédure de redressement est ouverte à l'encontre d'une entreprise ». Au Maroc Une entreprise est considérée défaillante quand elle ne répond plus aux critères légaux et que la cessation de paiement est décidée dans le cadre d'une procédure judiciaire, dans ce cas l'entreprise dépose son bilan au tribunal de commerce.³

(Sharabany, 2004) a résumé ces trois approches pour conclure qu'il y'a défaillance quand :

- L'activité de l'entreprise est discontinuée,
- L'activité ne dégage pas une rentabilité adéquate,
- L'entreprise fait l'objet d'une déclaration judiciaire d'insolvabilité.

Au niveau de notre étude, nous allons retenir la définition juridique ; c'est-à-dire que nous allons considérer comme entreprise en défaillance les radiations, redressements judiciaires et dissolutions judiciaires.

2.2. Revue empirique : l'impact de la croissance économique sur la défaillance des entreprises :

La probabilité de défaut est liée au cycle économique national et international (Pesaran et al., 2006). L'entreprise autant que système interagit dans un environnement complexe et divers. Un changement dans les variables économiques a une influence sur le fonctionnement de l'entreprise. (Altman, 1983) a pu démontrer qu'une diminution du produit national brut influence le taux de défaillance des entreprises américaines à la hausse, dans leur étude sur les causes de la défaillance des entreprises plus particulièrement le cas des entreprises françaises (Blazy and Combier, 1997) ont conclu qu'il existe une relation inverse entre le niveau de croissance économique mesuré par le PIB et le niveau de défaillance, d'autre part (Figlewski et al., 2012) ont étudié l'impact d'un ensemble de variables macroéconomiques sur la probabilité de défaillance, ils ont conclu que le PIB est lié négativement à l'apparition de la défaillance de l'entreprise. (Tirapat & Nittayagasetwat, 1999) ont constaté lors d'une analyse sur des entreprises Thai que le taux de croissance du PIB est négativement lié aux difficultés financières

² L'Institut national de la statistique et des études économiques est chargé de la production, de l'analyse et de la publication des statistiques officielles en France

³ Selon la Loi n° 73-17 du 19 avril 2018 abrogeant et remplaçant le Titre V de la loi n° 15-95 formant Code de commerce relatif aux difficultés de l'entreprise.

de celle-ci. Les mêmes conclusions ont été démontrées par (Ibourk, Aazzab and Ayyad, 2016; Souiri, 2022) en étudiant l'effet du PIB et de la création des entreprises sur des données marocaines.

D'autre part, plusieurs auteurs ont détecté qu'une baisse soudaine de la croissance, en période de crise par exemple, l'effet est beaucoup plus accentué (Staw, Barry M., Sandelands and Dutton, 1981; Zammuto and Cameron, 1982) d'autant plus qu'une période de morosité économique imprévue peut causer la défaillance d'entreprises qui aurait pu survivre en période normale (Fougère *et al.*, 2013).

Ces travaux ont tous confirmé l'existence d'une relation entre la défaillance des entreprises et le niveau de croissance, mais qu'en est-il du degré d'impact de chaque composante du PIB sur la défaillance des entreprises. Peu de travaux se sont intéressés à cette spécification que nous citons (Forest and Lemangnen, 2012) qui ont démontré à travers leur estimation que le ralentissement de la consommation des ménages a un impact négatif et significatif sur les défaillances, une baisse de 1% de la consommation des ménages est associée à une hausse de 0,06% de défaillance. (Simmons, 1989) a pu observer que les variables de la demande sont un déterminant clé des faillites dans le commerce de détail, le transport routier et la construction. Nous avons tenté d'explorer cette piste afin de déterminer l'impact de chaque agrégat de la demande sur l'évolution de la défaillance des entreprises Marocaine à savoir la consommation des ménages, l'investissement ainsi que les dépenses publiques. Ce choix est justifié par la relation négative validée théoriquement et empiriquement entre la croissance du PIB et l'évolution du nombre de défaillances ainsi que l'interaction étroite des entreprises avec ces éléments, la consommation des ménages touche directement les ventes de l'entreprise ainsi que la fixation des prix, l'investissement des entreprises est conditionné par les perspectives économiques. Dans une conjoncture favorable, les entreprises ont tendance à investir plus, et de restreindre les investissements dans une conjoncture. Et finalement nous avons les dépenses publiques qui sont financées principalement par les cotisations des contribuables.

Nous avons négligé les exportations et les importations, car le tissu économique marocain est composé principalement de TPME qui opèrent au niveau national.

De ce fait, à travers cette étude, nous allons vérifier les hypothèses suivantes :

H1 : le ralentissement de la consommation des ménages impact à la hausse le niveau de défaillance des entreprises ;

H2 : la baisse de l'investissement impact à la hausse le niveau de défaillance des entreprises ;

H3 : la hausse des dépenses publiques fait augmenter le niveau de défaillance des entreprises.

Dans le paragraphe qui suit, nous allons présenter les données utilisées ainsi que la méthodologie adoptée.

3. Méthodologie

Dans le but d'avancer des éléments de réponse à notre problématique, nous avons opté pour une étude quantitative basée sur une modélisation économétrique auprès d'un échantillon de 31 observations en utilisant le logiciel Eviews. Ainsi, nous avons procédé à l'estimation de l'impact de la consommation des ménages, les dépenses publiques et l'investissement sur l'évolution du nombre des entreprises défaillantes au Maroc.

3.1. Présentation des variables et données de l'étude

Notre analyse porte sur des séries chronologiques annuelles allant de la période 1991-2021. Les données ont été collectées et transformées à partir de deux sources : les indicateurs de croissance économique (consommation finale des ménages, l'investissement, les dépenses publiques, les importations et les exportations) au Maroc publié par la Banque mondiale (Banque mondiale

2022) Et le nombre d'entreprises en défaillance publié par L'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC). Les variables de recherche sont définies dans le tableau1. Le logiciel d'analyse statistique Eviews 12 a été utilisé pour l'analyse des données. Nous avons choisi d'estimer notre modèle à travers une régression linéaire multivariée, car nous avons une base de théorique qui nous permet de définir les résultats escomptés : Nous avons décidé d'analyser chaque composante de la demande au lieu du PIB synthétisé. S'il existe une relation entre l'évolution du nombre de défaillances d'entreprise et le PIB, il y'aura forcément une relation entre les éléments qui le compose et la défaillance.

Tableau 1 Présentation des variables de l'étude

Variables	Description	Nature du choc
DEF	Le nombre annuel des entreprises radiées au Maroc	Endogène
CFM	Consommation finale des ménages	Exogène
FBCF	Formation brute du capital final	Exogène
DLG	Dépenses publiques de l'état	Exogène

Source : Elaboration des auteurs

3.2. Spécification du modèle

L'influence des agrégats de la croissance économique sur l'évolution du nombre des défaillances des entreprises sera analysée avec un modèle de première différence sur des données logarithmiques annuelles, la régression linéaire nous permet de quantifier l'impact des variables indépendantes sur la variable dépendante à travers l'estimation des coefficients a_i L'équation se présente comme suit :

$$y_i = a_0 + a_1X_1 + a_2X_2 \dots \dots \dots + a_pX_p + \varepsilon_i$$

$i= 1, \dots, n$

ε_i : l'estimation d'erreur du modèle

A_0, a_1 = paramètre du modèle

Avec

Y_i = Le nombre annuelle des entreprises marocaines en défaillance

X_1 : (FBCF) Formation brute de capital fixe (unités de devises locales courantes) ;

X_2 : (CFM) Dépenses de consommation finale des ménages (unités de devises locales courantes) ;

X_3 : (DLG) Dépenses nationales brutes (unités de devises locales courantes).

4. Analyse empirique de la relation entre la défaillance des entreprises et la croissance économique

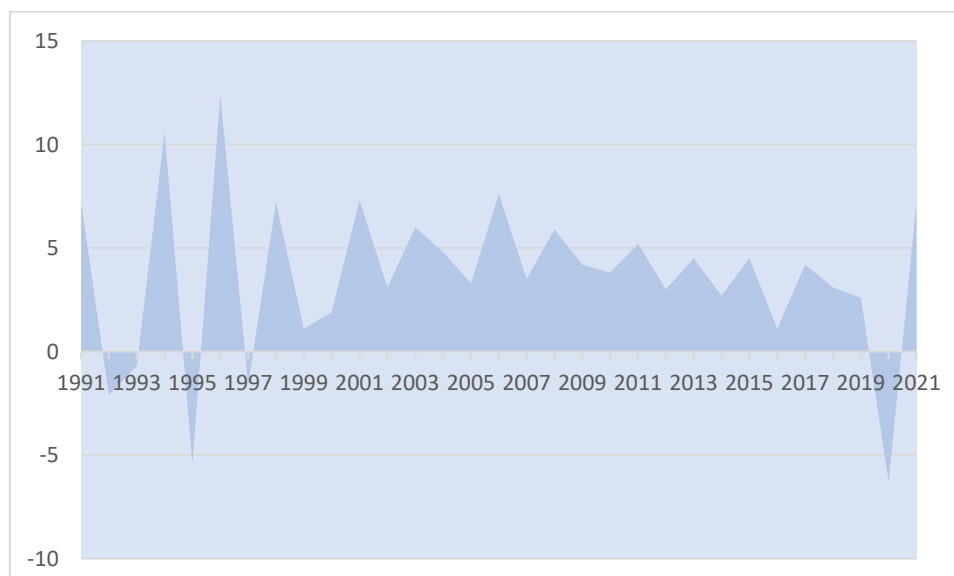
4.1 Analyse descriptive de l'évolution des variables retenues

Dans ce qui suit, nous allons décrire à travers des graphes l'évolution de chaque agrégat de la période allant de 1991 à 2021, en démontrant les périodes de récession.

Durant les années 90 le pays a connu plusieurs récessions, il a enregistré un recul de 2,1% et de 0,7% deux années successives 1992 et 1993 respectivement pour ensuite connaître une croissance de en 1994 n'a pas été en mesure de faire face à l'évolution démographique ce qui a entraîné une hausse du chômage, pour ensuite inscrire sa plus forte contraction en 1995. Et puis une baisse significative en 1997 et 2000 jusqu'en 2020 ou le confinement lié à la crise sanitaire de la COVID19 qui a engendré un double choc de l'offre et de la demande.

Par ailleurs le Maroc a échappé à la crise apparue en 2008 aux états unis étant donné sa faible intégration dans la finance mondiale.

Figure 1 évolution du PIB extrait de base de la banque mondiale représenté graphiquement par l'auteur



Source : Elaboration des auteurs

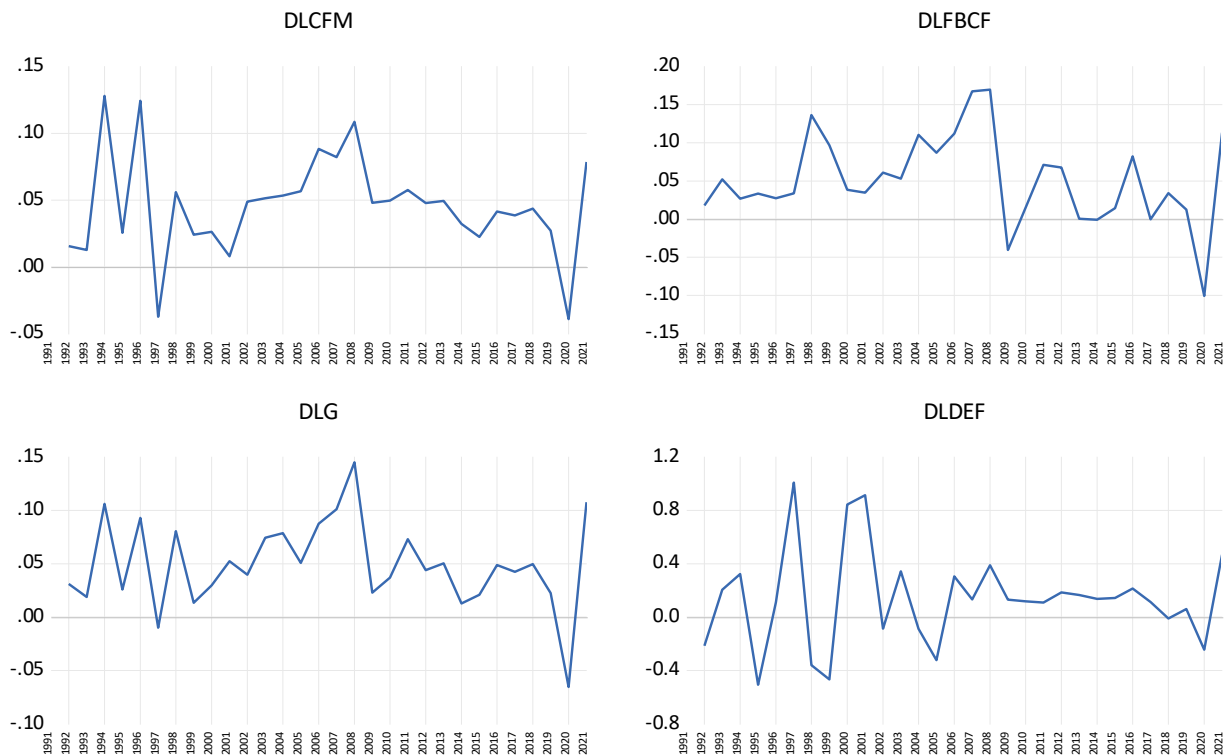
À travers les graphiques nous constatons que le nombre de défaillances a connu une augmentation régulière annuelle, pour baisser légèrement en 2018 de 0,76 % et reprendre en 2019 avec une augmentation de presque 5%. L'année 2016 a connu une augmentation significative du nombre de défaillances. En 2021, l'année de la postpandémie de la COVID19, le nombre de défaillances a connu une hausse vertigineuse (60%) du au choc double de l'offre et de la demande.

Nous constatons que les périodes marquées par une baisse du PIB sont celles qui inscrivent une baisse de consommation significative, la consommation a baissé de 3,1 en 1997 et 2,53 en 2020. Quant aux dépenses publiques nous constatons une évolution négative pendant les périodes de récession (1995 et 1997), en revanche en 2020 les dépenses publiques ont maintenu une légère augmentation, ceci peut être expliqué par les aides et subventions octroyées aux entreprises et ménages pendant la période du confinement ainsi que les dépenses engagées dans l'équipement des hôpitaux et le secteur de la santé.

Généralement la consommation constitue la majeure partie de la demande, elle connaît des fluctuations légères et reste généralement faible, tandis que l'investissement privé connaît des fluctuations plus importantes et par conséquent un impact plus important sur le PIB, les courbes de la CFM et du FBCF le montrent clairement surtout sur la période comprise entre 2015 et 2021.

D'ailleurs, ces périodes de récession sont celles associées à un niveau élevé de défaillance, en 1997 le taux de défaillance avait augmenté de plus de 170% ainsi qu'en 2000 (133%).

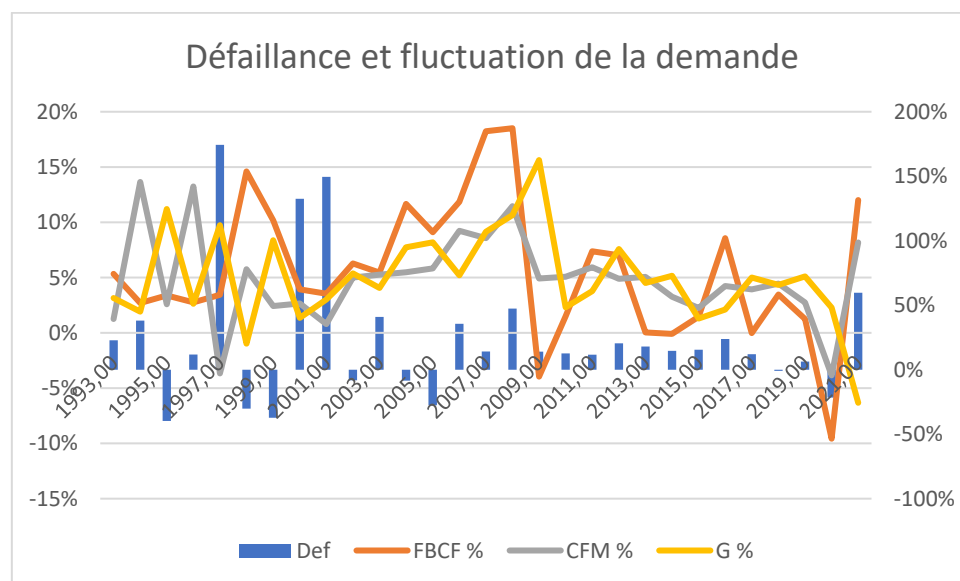
Figure 2 Évolution de la DEF et des Agrégats économique (FBCF; G; CFM) réalisé par l'auteur sur Eviews



Source : Elaboration des auteurs

Nous pouvons remarquer dans une première lecture du graph ci-dessous, que les périodes marquées par une baisse de la consommation finale sont associées à une augmentation importante de la défaillance, et les périodes d'augmentation de l'investissement sont suivies par une réduction de la défaillance des entreprises. Puis, les périodes marquées par une importante hausse des dépenses publiques coïncident avec une hausse significative du taux de défaillance.

Graphique 1 : Fluctuation de la défaillance et des éléments de la demande interne



Source : Elaboration des auteurs

4.2. Estimation et résultats de la régression linéaire

Le F de Fisher est supérieur du F théorique 2.96 donc le modèle est globalement significative, le t de Student de chaque variable est supérieur du t théorique (2.052) donc les variables retenues sont significatives. Et le test de Durbin-Watson ($r=2.16$) qui montre l'absence d'autocorrélation des résidus. De plus, le test de normalité de Jarque-Bera utilisé pour évaluer la normalité des résidus d'un modèle de régression confirme que les résidus suivent une loi normale ainsi que le Test de Ramsey qui est un test statistique qui nous permet de détecter les erreurs de spécification dans un modèle de régression linéaire, nous avons trouvé que la probabilité est supérieure au seuil de risque 5% donc non-rejet de l'hypothèse nulle qui est l'absence d'erreur de spécification (voir annexe).

Tableau 2 Estimation du modèle sur Eviews

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLCFM	-11.00108	3.825647	-2.875613	0.0079
DLFBCF	-3.632564	1.718961	-2.113232	0.0443
DLG	14.09817	4.493105	3.137735	0.0042
C	0.125530	0.095905	1.308909	0.2020
R-squared	0.276140	Mean dependent var		0.137346
Adjusted R-squared	0.192618	S.D. dependent var		0.361577
S.E. of regression	0.324893	Akaike info criterion		0.712923
Sum squared resid	2.744439	Schwarz criterion		0.899749
Log likelihood	-6.693846	Hannan-Quinn criter.		0.772690
F-statistic	3.306188	Durbin-Watson stat		2.165889
Prob(F-statistic)	0.035802			

Source : *Elaboration des auteurs*

Nous pouvons écrire notre modèle comme suit :

Equation estimée:

$$DLDEF = C(1) * DLCFM + C(2) * DLFBCF + C(3) * DLG + C(4)$$

Equation avec coefficient

$$DLDEF = -11.001 * DLCFM - 3.632 * DLFBCF + 14.098 * DLG + 0.125$$

La relation entre le nombre de la défaillance des entreprises et la consommation finale des ménages ainsi que l'investissement privé est négative, on peut dire que la baisse de ces deux agrégats augmenterait le nombre de défaillances des entreprises ; pour chaque 10 000 de baisse de CFM et du FBCF le nombre d'entreprises défaillance augmentera de 11% et de 3,5% respectivement. Nous remarquons que la consommation finale des ménages a un impact plus important ; cela peut s'expliquer par la relation directe entre le consommateur et les ventes de l'entreprise, aussi par la part importante de la consommation finale des ménages dans la demande globale. On pourrait parler aussi de la relation entre la DEF et le FBCF en période de conjoncture ou de baisse de la demande si les entreprises ont tendance de baisser leur investissement, et cette baisse d'investissement pourrait résulter à une baisse de la qualité ou de la quantité de la production et donc baisse du chiffre d'affaires. D'autre part, la politique fiscale peut expliquer la relation positive entre la DEF et les dépenses publiques.

4.3. Discussions des résultats

À travers de notre analyse, nous avons pu vérifier les trois hypothèses émises au départ (tableau ci-dessous).

Nous pouvons dire que la relation négative entre le PIB et la défaillance des entreprises abrite une relation négative entre la défaillance et la consommation des ménages ainsi que l'investissement de façon simultanée, et une relation positive entre la défaillance et les dépenses

de l'état. Nous constatons que l'impact de la demande est plus important que celui de l'investissement, mais avec le même sens inverse.

Hypothèse	Description	Validée	Coefficient	Sens de la relation
H1	H1 : le ralentissement de la consommation des ménages impact à la hausse le niveau de défaillance des entreprises	OUI	-11.001	(-)
H2	La baisse de l'investissement impact à la hausse le niveau de défaillance des entreprises	OUI	- 3.632	(-)
H3	L'augmentation des dépenses publiques fait augmenter le niveau de défaillance des entreprises.	OUI	14.098	(+)

Source : Elaboration des auteurs

Nos résultats par rapport à l'impact négatif de la demande sur la défaillance est aligné avec les travaux de (Simmons, 1989; Forest and Lemangnen, 2012). Ceci se conforme également à la théorie économique générale ; La consommation des ménages représente la demande principale dans le marché des biens et services, elle contribue fortement aux chiffres d'affaires des entreprises. La faiblesse de la demande impacte les réalisations des entreprises ainsi que leur rendement. Une baisse de la consommation est égale à une baisse de valeur ajoutée pour l'entreprise. D'ailleurs, la faiblesse du pouvoir d'achat du consommateur marocain est parmi les freins au développement des PME et des entreprises au Maroc. D'autre part, l'investissement permet le développement de la structure productive de l'entreprise et contribue à son évolution.

Dans l'absence de travaux empirique ayant employé les mêmes variables explicatives, nous allons expliquer les résultats obtenus par rapport à la théorie macroéconomique : L'investissement global peut aussi être considéré comme un indicateur de prospérité de l'entreprise, de ce fait une augmentation en investissement va contribuer dans la réduction de la disparition des entreprises.

L'augmentation des dépenses publiques implique une augmentation des défaillances, l'État génère son revenu principalement des impôts et contributions fiscales. Si l'état voit ses charges augmenter, elle va exercer une pression fiscale sur les entreprises. Ces cotisations pèsent lourd sur la trésorerie de l'entreprise et sur sa solvabilité.

5. conclusion

L'objectif de cet article et de quantifier l'impact des agrégats économiques qui composent la demande globale sur le nombre de défaillance des entreprises Marocaines entre 1991 à 2021 à l'aide de la méthode des moindres carrés. Nous avons présenté les principaux apports de la théorie de la croissance économique et définit le concept de la défaillance des entreprises. Ensuite nous avons commencé notre analyse empirique par une analyse descriptive qui nous a permis de comparer l'évolution de la défaillance par rapport aux éléments de la demande interne. À titre de rappel, nous avons retenus la consommation des ménages, l'investissement privé ainsi que les dépenses publiques comme variables indépendantes. Ensuite, nous avons réalisé une régression multiple, le F de Fisher ainsi que le test de Durbin Watson nous a permis de vérifier que le modèle est globalement significatif, l'estimation a démontré que les trois variables sont significatives au seuil de risque de 5% et nous avons obtenus des signes conforme à la théorie.

Les résultats démontrent que le niveau de défaillance des entreprises est influencé par la baisse de la consommation globale et de l'investissement des entreprises avec un impact plus

important de la consommation. Il s'agit d'un élément qui détient une relation directe avec les bénéfices de l'entreprise.

D'autre part, Les dépenses publiques ont un impact éloigné sur l'évolution de la défaillance des entreprises. D'un côté, celles-ci sont financées principalement par les cotisations des contribuables mais de l'autre cote le gouvernement octroi des subventions et des aides aux entreprises nouvellement créées ou en difficultés. L'augmentation des dépenses publiques pourrait aussi élargir les délais de paiement, dans ce sens, il serait aussi intéressant de décortiquer cette rubrique afin de mieux comprendre le comportement de la défaillance par rapport aux dépenses publiques.

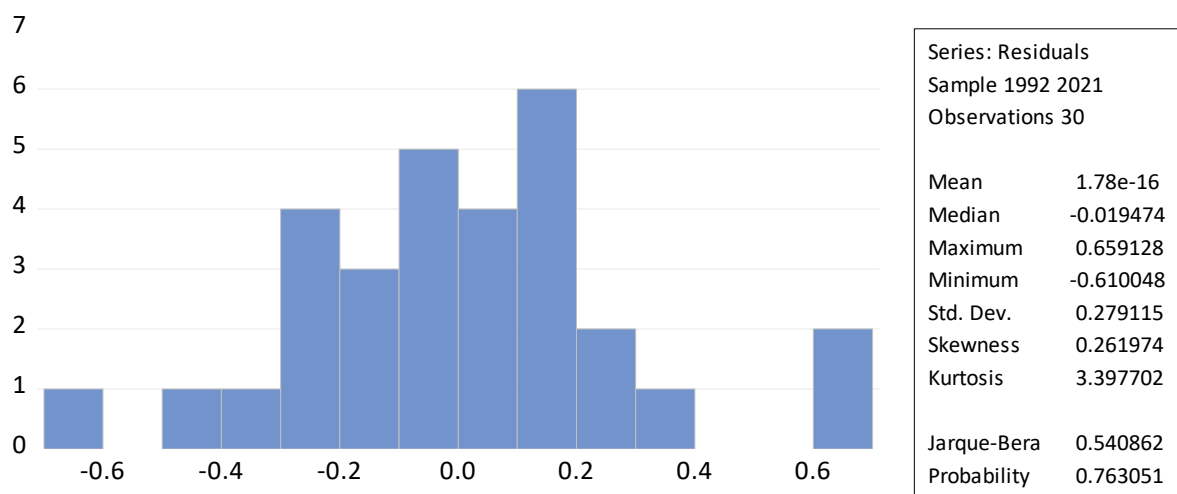
Références

- (1). Altman, E. I. (1983) 'Why businesses fail', *Journal of Business Strategy*, 3(4), pp. 15–21. doi: 10.1108/eb038985.
- (2). Blazy, R. (1996) 'Processus de défaillance des entreprises et modifications comportementales par anticipation du défaut de paiement'.
- (3). Blazy, R., Charlety, P. and Combier, J. (1993) 'Les défaillances d'entreprises : des difficultés visibles plusieurs années à l'avance', *Economie et statistique*, 268(1), pp. 101–111. doi: 10.3406/estat.1993.5813.
- (4). Blazy, R. and Combier, J. (1997) 'La défaillance d'entreprise, causes économiques, traitement judiciaire et impact financier', *INSEE méthodes*, p. 180p.
- (5). Crutzen, N. and Caillie, D. Van (2008) 'Le processus de défaillance de l'entreprise : Intégration et relecture de la littérature', *Actes du 9ème Congrès International ...*, pp. 8–18. Available at: <http://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/31517>.
- (6). Figlewski, S., Frydman, H. and Liang, W. (2012) 'Modeling the effect of macroeconomic factors on corporate default and credit rating transitions', *International Review of Economics and Finance*, 21(1), pp. 87–105. doi: 10.1016/j.iref.2011.05.004.
- (7). Forest, P. J. and Lemangnen, P. A. (2012) 'PANORAMA DÉFAILLANCES D ' ENTREPRISES Les publications économiques de Coface PANORAMA DÉFAILLANCES D ' ENTREPRISES Les publications économiques de Coface'.
- (8). Fougère, D. et al. (2013) 'Quel a été l'impact de la crise de 2008 sur la défaillance des entreprises ?', *Economie et statistique*, 462(1), pp. 69–97. doi: 10.3406/estat.2013.10217.
- (9). Hol, S., Westgaard, S. and Wijst, N. Van Der (2002) 'Capital structure and the prediction of bankruptcy', *Unpublished Paper*, (1), pp. 1–20. Available at: <http://www.ru.lv/~peter/ida/bankruptcy/hol.pdf>.
- (10). Ibourk, A., Aazzab, A. and Ayyad, C. (2016) 'Modélisation Des Défaillances D'entreprises Au Maroc : Une Étude Économétrique', *Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal Publisher: Global Journals Inc*, 16(1).
- (11). Liang, L. and Wu, D. (2005) 'An application of pattern recognition on scoring Chinese corporations financial conditions based on backpropagation neural network', *Computers and Operations Research*, 32(5), pp. 1115–1129. doi: 10.1016/j.cor.2003.09.015.
- (12). Malécot, J.-F. (1992) 'Analyse théoriques des défaillances d'entreprises une revue de littérature', *Revue D'économie Financière*, (69), 145-166, (54), pp. 179–192. Available at: <http://www.jstor.org/stable/42905618>.
- (13). Sharabany, R. (2004) 'Business Failures and Macroeconomic Risk Factors', p. Discussion Paper No. 2004.06.
- (14). Simmons, P. (1989) 'Bad Luck and Fixed Costs in Personal Bankruptcies Author (s):

- P . Simmons Published by : Wiley on behalf of the Royal Economic Society Stable URL : <http://www.jstor.org/stable/2234206> Accessed : 24-06-2016 22 : 01 UTC', 99(394), pp. 92–107.
- (15). Souiri, M. (2022) 'L ' effet combiné de la baisse de création d ' entreprises et du PIB sur la défaillance d ' entreprises Marocaines : Une analyse économétrique The combined effect of the decline of companies ' creation and GDP on the failure of Moroccan companies : An eco', 5(2022), pp. 1174–1188.
- (16). Staw, Barry M., L. E., Sandelands, and J. E. and Dutton (1981) 'Threat-Rigidity Effects in Organizational Behavior : A Multilevel Analysis Barry M . Staw , Lance E . ', 26(4), pp. 501–524.
- (17). Tirapat, S. and Nittayagasetwat, A. (1999) 'An Investigation of Thai Listed Firms' Financial Distress Using Macro and Micro Variables', *Multinational Finance Journal*, 3(2), pp. 103–125. doi: 10.17578/3-2-2.
- (18). Zammuto, R. F. and Cameron, K. S. (1982) 'Environmental Decline and Organizational Response.', *Academy of Management Proceedings*, 1982(1), pp. 250–254. doi: 10.5465/ambpp.1982.4976626.

Annexes :

Figure 3 Test de Normalité de jarque bera



Ramsey RESET Test
Equation: RESIDU
Omitted Variables: Squares of fitted values
Specification: DLDEF DLCFM DLG DLFBCF C

	Value	df	Probability
t-statistic	0.255981	25	0.8001
F-statistic	0.065526	(1, 25)	0.8001
Likelihood ratio	0.078528	1	0.7793

F-test summary:

	Sum of Sq.	df	Mean Squares
Test SSR	0.007174	1	0.007174
Restricted SSR	2.744439	26	0.105555
Unrestricted SSR	2.737265	25	0.109491

LR test summary:

	Value
Restricted LogL	-6.693846
Unrestricted LogL	-6.654581